

«Our Revolution»

Et si le «plan de la nature» que Smith suggérerait comme processus naturel de développement qui a trouvé sa meilleure expression en Amérique était également vrai la politique, la culture, les arts ? De nos jours, les échanges autour d'une alternative au néolibéralisme sont beaucoup plus vivants et enrichissants outre-Atlantique.

Pour la gauche américaine, 2016 aura été cruelle, rappelle le quotidien *The Nation* : non seulement Sanders a perdu la course primaire, mais Clinton a été battue aux élections générales «par un milliardaire habité d'ambitions xénophobes et ploutocratiques dans le costume d'un ressentiment de classe»^(*).

Le sentiment que la gauche est enfin de retour aux Etats-Unis n'est pas illusoire. Il fait place à l'idée profondément ancrée par le maccartisme que le socialisme était antinomique avec la tradition politique américaine. Sanders a beaucoup fait pour briser ce consensus idéologique en s'identifiant explicitement comme socialiste démocratique dès le début de sa campagne.

«En plus d'aider à mettre fin à la stigmatisation du socialisme, la campagne Sanders a fourni un modèle pour une nouvelle génération d'hommes de gauche et de progressistes.»

Un courant démocratique est né qui, faute de travailler au sein du parti démocrate, formation de l'élite libérale, vient de créer un nouveau mouvement aux Etats-Unis : Our Revolution. Ce courant incarne une gauche à la fois «revigorée et institutionnellement impertinente» : «Les idées généreuses attachées aux revendications et acquis en matière de soins de santé, d'enseignement supérieur gratuit, de salaire minimum national de 15 dollars l'heure, de congés payés, de réforme de la justice pénale, tout cela semble appartenir à un système politique qui n'existe plus.»

Autant dire que la gauche est aujourd'hui en position défensive, au sens où, faute de pousser à l'Etat-providence, elle doit se contenter d'éviter sa dissolution, d'empêcher le pillage en masse des biens communs, de s'inquiéter de la dévastation mondiale,

que ce soit par l'action nucléaire ou l'inaction du climat.

Dans ce combat, et à la surprise générale, Sanders est de facto le porte-parole et la conscience morale d'une gauche américaine jusque-là réduite à des objectifs non électoraux.

Et ce n'est apparemment pas fini, même pour un homme d'un âge avancé.

Il reste à mieux connaître le personnage.

«Sanders définit le socialisme démocratique de façon idiosyncrasique – un synonyme qui vient du grec idiosugkrasia pour signifier «tempérament particulier», ndlr —: il est par-dessus tout fondamentalement rooseveltien – en particulier le Roosevelt de la Deuxième Déclaration des droits jamais appliquée en 1944. Pour Sanders, certains biens sociaux – le logement, l'éducation et les soins de santé – méritent d'être compris comme des droits plutôt que comme des marchandises vendues à des fins lucratives.»

Pour Sanders, le problème est Wall Street et la classe des milliardaires, qui ont pris en otage le gouvernement et façonné le marché à leur avantage au détriment des travailleurs.

Un des problèmes du socialisme au 20^e siècle – du moins lorsqu'il prétend aller au-delà de la social-démocratie – était son incarnation par «des Etats de parti unique politiquement répressifs».

«Les nouveaux socialistes ne nient pas ce fait et ne s'y arrêtent pas. Au lieu de cela, ils se concentrent sur l'attrait éthique du socialisme. Pour les auteurs jacobins, tant que le capitalisme subsiste, même sous la forme altérée de la social-démocratie, les blessures à l'épanouissement de l'homme peuvent être contenues mais jamais guéries. Il ne suffit pas d'élargir le champ de compétences de l'Etat s'il laisse intacte la propriété privée.»

L'élection de Donald Trump a été une «expérience radicalisante pour beaucoup : les abonnements aux magazines de gauche et l'adhésion aux socialistes démocrates d'Amérique ont augmenté pendant toute la campagne de Sanders et ont explosé de nouveau après l'élection».

«Mais en dépit de son énergie et de sa vigueur, la gauche doit maintenant repenser certaines de ses stratégies et idées. Le contrôle total du gouvernement par le Parti républicain, asso-

cié au pouvoir exécutif de Trump, signifie que même des mobilisations massives produiront au mieux des victoires défensives.»

«Trump, une aubaine pour la gauche américaine», écrit de son côté Laura Raim, dans *Regards*^(**).

Pour elle, la gauche étasunienne «ne craint plus de se qualifier de «socialiste»... et gagne déjà du terrain» depuis l'élection de Trump. «Dès le lendemain de son investiture, plus de deux millions de personnes ont participé à des centaines de «Marches des femmes» pour la défense des droits civiques. Une semaine plus tard, des milliers de manifestants ont envahi les aéroports pour protester contre la fermeture des frontières aux réfugiés et aux ressortissants de sept pays musulmans. Le 16 février, des dizaines de milliers de travailleurs immigrés ont fait grève lors d'une «journée sans immigrés».

Mais résister aux projets néfastes de Trump est une chose, arracher des victoires une autre, et construire un véritable mouvement unifié de gauche encore une autre. L'histoire américaine récente est riche en mobilisations prometteuses mais vaines : aussi massives qu'elles étaient, les manifestations anti-guerre de 2003 n'ont pu arrêter l'invasion de l'Irak. Le mouvement «Occupy» de 2011 a donné une visibilité à la critique de la finance et au creusement des inégalités, sans pour autant obliger Obama à réguler Wall Street au-delà du timide Dodd-Frank Act. «Black Lives Matter» a sensibilisé l'opinion aux violences policières racistes sans déboucher sur des résultats judiciaires ou législatifs concrets.

Alors, si les mobilisations actuelles contre le Muslim Ban, contre la suppression de l'Affordable Care Act et pour les droits des femmes sont encourageantes, les militants de gauche savent qu'ils doivent désormais les relier entre elles et surtout les raccorder à un mouvement populaire plus large, susceptible de lancer des grèves d'ampleur et de bloquer la production.

La gauche ne part pas de zéro cependant. Les 13 millions de voix récoltées par Bernie Sanders aux primaires démocrates indiquent que de plus en plus d'Américains sont prêts à rompre avec le néolibéralisme austéritaire et sécuritaire des trente dernières années. Les sondages le confir-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

ment : 58% des Américains pensent que l'Obamacare devrait être remplacé par une sécurité sociale publique, 66% sont favorables à une augmentation du salaire minimum, 61% trouvent que les riches ne paient pas assez d'impôts...

Plus surprenant encore : 51% des 18-29 ans disent rejeter le capitalisme, et 33% vont jusqu'à soutenir le «socialisme» – le mot n'est plus un stigmate pour la génération post-guerre froide. Les Democratic Socialists of America (DSA), la principale organisation socialiste du pays, en ressent déjà les effets : les adhésions ont quasiment triplé depuis mars dernier, atteignant les 17 000 membres en février, avec 90 sections dans 37 Etats.

Certes, le système électoral américain rend la construction d'un tiers parti socialiste quasiment impossible. L'éphémère Parti ouvrier, créé en 1996 par Tony Mazzocchi, vice-président d'un grand syndicat des travailleurs de l'énergie, l'a appris à ses dépens. Mais cela ne doit pas freiner l'émergence de candidatures ouvertement «socialistes», défendant un programme explicitement de gauche, et financées en toute transparence par leur propre réseau.

A. B.

(*) Patrick Iber, «Socialism's Return. After more than a half-century in the wilderness, the socialist left reemerges in America», *The Nation*, 21 février 2017,

<https://www.thenation.com/article/socialisms-return/>

(**) Laura Raim, «Trump, une aubaine pour la gauche américaine», *Regards*, 27 février 2017

<http://www.regards.fr/web/article/trump-une-aubaine-pour-la-gauche-americaine>

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



Scrutin à élimination directe !

2^e tour de la présidentielle française. Alors ? Macron ? Le Pen ? Noooooon !

Si Djamel !

On a surpris le superviseur chef des législatives à rêver ces dernières heures. A haute voix, Derbal a émis le vœu de voir, à l'avenir, disparaître sa structure. Il a ainsi déclaré : «L'idéal, c'est d'arriver à organiser des élections sans surveillance.» Avant lui, Ould-Abbès, plus connu sous nom de guerre de «Djamel-Terro», a balancé tout de go, d'un simple «coup d'éventail» : «Même sans campagne électorale, le FLN gagnera les législatives.» Quand je mets bout à bout toutes ces déclarations, j'en arrive à la seule conclusion sensée et un brin cartésienne : l'Algérie s'achemine vers des élections virtuelles ! Mon Dieu, quels progrès avons-nous accomplis tout de même en un demi-siècle de calendriers électoraux vachement bourrés. Mais il ne faut surtout pas nous endormir sur nos lauriers comme

dirait Aâmi Ahmed, le jardinier-poète d'El-Mouradia. Nous pouvons faire mieux ! Déjà que nous avons quasiment acté un scrutin sans boycotts ! Nous pourrions aussi envisager de plus en plus sérieusement de voter sans les urnes. Ce qui, en soi, avouons-nous-le doucement, à l'oreille, juste entre nous, ne changera pas trop de la situation actuelle, celle avec urnes, yek ? On peut aussi supprimer les partis et les indépendants. Non, je ne propose pas un génocide partisan ! Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas écrit. Je suggère juste de ranger au placard à balais les partis et les «indépendants de leur propre volonté», ça fera plus de places dans le reste de l'appart ! Voyons voir ! Je fais les comptes, et en théorie, normalement, tout y est ! Ah ! Non ! J'allais oublier un truc encore à supprimer pour arriver enfin à des scrutins totalement virtuels. Zappons carrément les électrices et des électeurs franchement, pour ce qu'on en fait, hein ? Je fume du thé et je reste éveillé virtuellement, le cauchemar 2.0 continue.

H. L.